

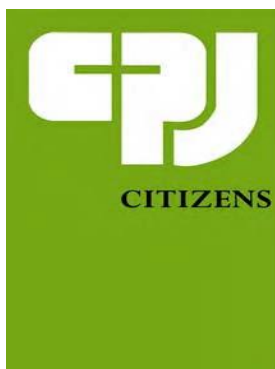
Assurer une reprise soutenue pour tous les Canadiens

*Mémoire présenté au Comité permanent des finances
Consultations prébudgétaires*

Août 2011

CITIZENS *for* PUBLIC JUSTICE





CITIZENS *for* PUBLIC JUSTICE

Notre vision

- CPJ est résolu à assurer l'épanouissement de l'être humain et l'intégrité de la Création en tant que réponse fidèle à l'appel de Dieu à l'amour, la justice et la gérance.
- Nous envisageons un monde où les personnes, les collectivités, les institutions sociales et les gouvernements contribuent tous à l'intérêt commun et en tirent parti.

Notre mission

- La mission de CPJ est de promouvoir la *justice publique* au Canada en façonnant les principaux débats sur les politiques publiques par des recherches et des analyses, des publications et un dialogue public. CPJ encourage les citoyens, les dirigeants de la société et les gouvernements à souscrire aux politiques et aux pratiques qui reflètent l'appel de Dieu à l'amour, la justice et la gérance.

Justice publique

- La justice publique est la dimension *politique* de l'amour que l'on porte à son voisin, de la sollicitude que l'on a pour la Création et du respect de l'intérêt commun, et relève particulièrement des responsabilités des pouvoirs publics et des citoyens.

The CJL Foundation
operating as CPJ.

Charitable registration
89438 3512 RR0001

309 Cooper Street
Suite 501
Ottawa, Ontario
K2P 0G5

T 613-232-0275

F 613-232-1275

cpj@cpj.ca

www.cpj.ca

CPJ s'occupe de tout un éventail de questions de justice publique, depuis l'élimination de la pauvreté jusqu'à l'établissement d'un climat d'accueil pour les nouveaux venus en passant par le désir de redonner espoir aux citoyens. Les effectifs professionnels de CPJ se livrent à un certain nombre d'activités pour voir se réaliser la mission de CPJ et maintenir la justice publique au cœur des débats politiques.

Nos membres, issus de toute une diversité de communautés confessionnelles, sont épris de justice publique et de sa contribution au dialogue public. Ils participent aux travaux de CPJ par des campagnes, des dialogues et un soutien financier. Le conseil d'administration de CPJ, qui compte 13 membres, est représentatif de l'ensemble du Canada et il se réunit régulièrement trois fois par an.

Résumé

Même si quelques indicateurs économiques se sont fortement redressés au Canada, de nombreux Canadiens attendent encore la reprise et risquent d'être laissés pour compte à jamais. Le chômage reste élevé, les prestations d'assurance-emploi sont presque terminées, et le nombre d'assistés sociaux est encore élevé et en hausse dans quelques provinces. Ces Canadiens ne peuvent pas participer à l'économie sur un pied d'égalité.

Permettre à tous les Canadiens de participer à l'économie est à la fois une question de justice et une saine politique économique. Les Canadiens à faible revenu et de la classe moyenne dépensent leur revenu localement, créant ainsi une activité économique réelle qui répond aux besoins des collectivités canadiennes et stimule la croissance économique. CPJ pense donc que la meilleure façon d'obtenir une reprise économique soutenue consiste à s'assurer que tous les Canadiens peuvent participer à l'économie. C'est possible sans accroître fortement le budget du gouvernement. Il faut seulement changer les priorités. Nos recommandations pour le budget 2012 pourraient créer jusqu'à 128 500 nouveaux emplois tout en stimulant la croissance économique et en assurant une plus grande sécurité du revenu aux Canadiens à faible revenu.

L'un des besoins les plus pressants des Canadiens à faible revenu est un logement abordable. Annuler les baisses de l'impôt sur le revenu des sociétés qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et investir plutôt ce manque à gagner fiscal de 3 milliards de dollars dans des logements abordables pourrait accroître le PIB de 4,5 milliards de dollars, créer plus de 47 000 nouveaux emplois et 155 550 logements neufs abordables et 200 000 logements existants rénovés au cours des dix prochaines années.

L'incarcération accrue coûte au gouvernement 1,5 milliard de dollars par année et touche principalement des Canadiens à faible revenu et des Canadiens autochtones. L'incarcération les transforme en un poids économique, au lieu de leur permettre de contribuer à l'économie du Canada. Abolir le programme de lutte contre la criminalité et investir plutôt les sommes ainsi épargnées dans des programmes autochtones et dans une majoration du supplément de la prestation nationale pour enfants pourrait contribuer à réduire la criminalité en s'attaquant aux facteurs de risque du comportement criminel, tout en créant plus de 14 000 emplois et en ajoutant 1,275 milliard de dollars au PIB.

Afin que la reprise économique du Canada soit soutenue, notre économie doit être durable elle aussi. À l'heure actuelle, le Canada subventionne l'industrie du pétrole et du gaz naturel en y investissant plus de 1,4 milliard de dollars par année, malgré le fait que cette industrie contribue grandement à nos émissions de gaz à effet de serre. Investir dans les technologies vertes créerait plus d'emplois que subventionner le secteur du pétrole et du gaz naturel tout en réduisant les émissions de GES. De même, un programme de rénovations écologiques à l'intention des ménages à faible revenu aiderait à créer 52 500 nouveaux emplois tout en réduisant la facture de chauffage des familles à faible revenu.

Recommandation n° 1 : Le budget 2012 devrait abolir les baisses de l'impôt sur le revenu des sociétés qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et investir ces 3 milliards de dollars dans des logements neufs ou rénovés abordables.

Recommandation n° 2 : Le budget 2012 devrait abolir le programme de lutte contre la criminalité et investir ce 1,5 milliard de dollars dans les programmes à l'intention des Autochtones et dans une majoration du supplément de la prestation nationale pour enfants.

Recommandation 3 : Le budget 2012 devrait abolir les subventions à l'industrie pétrolière et gazière et investir ce 1,4 milliard de dollars dans des technologies vertes et des programmes de rénovations écologiques à l'intention des ménages à faible revenu.

Introduction

Citizens for Public Justice est une organisation nationale confessionnelle qui compte des membres dans tout le pays. CPJ étant un organisme chrétien, ses travaux sont enracinés dans l'appel à rendre la justice et à aimer notre prochain.

CPJ est encouragé de voir que le Comité des finances a désigné une reprise économique soutenue comme l'une de ses quatre priorités pour les consultations prébudgétaires de cette année. Même si quelques indicateurs économiques se sont fortement redressés au Canada, de nombreux Canadiens attendent encore la reprise et risquent d'être laissés pour compte à jamais. La meilleure façon d'obtenir une reprise économique soutenue consiste à s'assurer que tous les Canadiens peuvent participer à l'économie.

Malgré la période d'austérité budgétaire, puisque les déficits budgétaires devront être réduits au cours des quatre prochaines années, cet objectif est tout de même possible sans accroître fortement le budget du gouvernement. Il faut seulement changer les priorités. Les recommandations de CPJ pour le budget 2012 pourraient créer jusqu'à 128 500 nouveaux emplois tout en stimulant la croissance économique et en accroissant la sécurité du revenu pour les Canadiens à faible revenu.

La reprise se fait attendre pour certains

Presque deux années se sont écoulées depuis que le Produit intérieur brut du Canada a cessé de décliner et qu'il a commencé à remonter, mettant fin ainsi techniquement à la récession au Canada. Mais trop de Canadiens attendent encore que cette reprise économique les atteigne. Ils sont encore 1 387 600 sans emploi, vu que le taux de chômage reste accroché à 7,4 %, ce qui est beaucoup plus élevé que le taux de 6,3 % observé avant la récession. Le nombre de sans-emploi qui ne touchent pas de prestations de l'AE a augmenté, même si le nombre de chômeurs diminue, car l'AE se révèle une fois de plus incapable d'appuyer les chômeurs du Canada. En mai, le taux de couverture de l'AE n'était que de 42 %. Ceux qui touchent des prestations d'AE sont maintenant en fin de prestations, sans nécessairement pouvoir trouver du travail¹.

En partie à cause des lacunes de l'AE, de nombreux Canadiens ont dû se tourner vers l'aide sociale. Le nombre d'assistés sociaux a continué d'augmenter en 2010 et en 2011. Sept provinces sur les neuf qui tiennent des statistiques à ce sujet ont vu le nombre mensuel d'assistés sociaux atteindre en 2011 des sommets mensuels inégalés depuis que la récession a commencé en octobre 2008². Les faillites et le recours aux banques alimentaires restent également très élevés, tandis que la dette des ménages a atteint des niveaux records en 2010.

Les Canadiens confrontés à la pauvreté, au chômage, aux prestations d'AE et d'aide sociale insuffisantes, et à un endettement élevé ne peuvent pas participer à l'économie sur un pied d'égalité. Leur exclusion est une injustice qui les oblige à se placer dans des situations qui compromettent la dignité : il faut faire des choix inimaginables entre payer le loyer et nourrir les enfants, quémander son revenu au fonctionnaire derrière le comptoir de Plexiglas et faire des demandes pour des emplois précaires parce que c'est mieux que rien, en se sentant marginalisé dans sa collectivité.

La pauvreté persistante n'est pas la vision divine de la société. La loi du Jubilé de l'Ancien Testament demandait une redistribution périodique des moyens de production, afin que personne ne soit laissé pour compte à jamais et que personne ne s'enrichisse sur le dos des pauvres. De nos jours, la loi du Jubilé veut dire que tout le monde doit avoir un gagne-pain raisonnable qui fournit un revenu suffisant pour pouvoir vivre. Il faut aussi que tout le monde

¹ Chandra Pasma, « Still Waiting for Recovery: A Look at the Recession's Impact on Employment Insurance », <http://www.cpj.ca/en/blog/chandra/still-waiting-recovery-look-recessions-impact-employment-insurance>.

² Chandra Pasma, « Still Waiting for Recovery: A Look at the Recession's Impact on Social Assistance », <http://www.cpj.ca/en/blog/chandra/still-waiting-recovery-look-recessions-impact-social-assistance>.

ait accès à un revenu suffisant et aux ressources nécessaires pour assurer son bien-être quand il est impossible de gagner un revenu suffisant par un emploi rémunéré.

En plus d'être une question de justice et d'équité, permettre à tous les Canadiens de participer à l'économie est une saine politique économique. Les Canadiens à faible revenu et de la classe moyenne dépensent leur argent localement. Ils paient leur loyer ou leur prêt hypothécaire, achètent des aliments, des vêtements et des voitures, entretiennent leur maison ou paient les études de leurs enfants. Cette consommation locale est au cœur de l'activité économique réelle : la production de biens et services qui répondent aux besoins des collectivités canadiennes. C'est ce qui permet la croissance économique.

De fait, les calculs du ministère des Finances semblent indiquer qu'un milliard de dollars d'aide aux Canadiens à faible revenu accroît le PIB de 1,7 milliard de dollars, vu que les Canadiens à faible revenu dépensent leur argent dans l'économie locale, ce qui crée des emplois et de nouveaux débouchés économiques. C'est beaucoup plus que le taux de rendement des baisses de l'impôt sur le revenu des sociétés, qui d'après le ministère des Finances ne fera monter le PIB que de 300 millions de dollars³.

Investir dans les Canadiens

L'un des besoins les plus pressants des Canadiens à faible revenu est un logement abordable. La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le logement convenable a constaté un besoin urgent de logements abordables au Canada, car 1,5 million de ménages canadiens ont des besoins criants en matière de logement (puisque les logements ne répondent pas aux critères du caractère abordable du logement, de son habitabilité et de son accessibilité). Près de 25 % des Canadiens doivent payer plus que leurs moyens pour se loger ou bien dépendre des logements subventionnés. D'après le Conference Board du Canada, cela compromet la santé des Canadiens, ce qui, à son tour, réduit la productivité, limite notre compétitivité nationale et, indirectement, augmente le coût de nos régimes de santé et d'aide sociale⁴.

Dans les années 1980, 20 000 logements sociaux étaient construits tous les ans. Au cours de la dernière décennie, seulement 42 344 logements de ce type ont été créés⁵. Le Wellesley Institute indique qu'au cours de la prochaine décennie, le Canada devra créer 600 000 nouveaux logements abordables et réparer 200 000 logements existants afin de réduire l'important déficit du logement du Canada⁶. Tant le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie que le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées de la Chambre des communes ont recommandé dans leurs récents rapports sur la pauvreté que le gouvernement fédéral accroisse son financement de l'Initiative en matière de logement abordable et du Programme d'aide à la remise en état des logements.

Par ailleurs, la baisse prévue du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés, qui devrait passer de 16,5 % à 15 % le 1^{er} janvier 2012, devrait représenter un manque à gagner annuel de 3 milliards de dollars. Cette baisse d'impôt vise à stimuler de nouveaux investissements des entreprises. Or, des études récentes du *Globe and Mail* et du Centre canadien de politiques alternatives semblent indiquer qu'au cours des dernières décennies, les baisses répétées de l'impôt sur le revenu des sociétés n'ont pas accru l'investissement des entreprises⁷. Tel qu'indiqué ci-dessus, le ministère des Finances estime qu'un milliard de dollars investi dans les réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés n'augmentera le PIB du Canada que de 300 millions de dollars.

³ Ministère des Finances, *Le Plan d'action économique du Canada : Sixième rapport aux Canadiens*, septembre 2010, p. 157.

⁴ Conference Board du Canada, *Building from the Ground Up: Enhancing Affordable Housing in Canada*, mars 2010, p. i.

⁵ *Ibid.*, p. 32-33.

⁶ Wellesley Institute, *Precarious Housing in Canada*, été 2010, p. 78.

⁷ Karen Howlett, « Corporate tax cuts don't spur growth, analysis reveals as election pledges fly », *The Globe and Mail*, 6 avril 2011, et Jim Stanford, *Having Their Cake and Eating it Too*, Centre canadien de politiques alternatives, avril 2011.

Et si nous investissions ces 3 milliards de dollars par année dans des logements abordables plutôt que dans les bénéfiques des sociétés? Le Wellesley Institute évalue à 180 000 \$ le coût unitaire d'une habitation neuve abordable et à 10 000 \$ le coût des réparations des habitations existantes⁸. Si nous investissions 200 millions de dollars par année dans la réparation des logements existants et 2,8 milliards de dollars par année dans la construction de nouvelles habitations abordables, en dix ans, nous aurions créé 155 550 nouveaux logements abordables et nous aurions réparé 200 000 habitations existantes, réduisant ainsi fortement le déficit du logement du Canada.

Les calculs du ministère des Finances semblent aussi indiquer que le PIB augmenterait de 4,5 milliards de dollars grâce à cet investissement annuel de 3 milliards de dollars et que plus de 47 000 nouveaux emplois seraient créés⁹. En plus des retombées économiques découlant de la construction de logements neufs, les Canadiens à faible revenu auraient plus de revenu disponible à consacrer à d'autres priorités urgentes, ce qui créerait de nouveaux débouchés économiques secondaires.

Recommandation n° 1 : Le budget 2012 devrait abolir les baisses de l'impôt sur le revenu des sociétés qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et investir ces 3 milliards de dollars dans des logements neufs ou rénovés abordables.

Les pénitenciers fédéraux sont un domaine que le gouvernement a financé davantage au cours de la dernière décennie. De 2006 à 2011, les dépenses fédérales consacrées aux services correctionnels ont augmenté de 87 %, passant de 1,6 milliard de dollars par année à 2,98 milliards de dollars par année. Ces dépenses devraient monter encore plus et atteindre 3,147 milliards de dollars par année en 2013-2014.

Les montants investis dans les prisons augmentent à cause du programme de lutte contre la criminalité, qui se traduit par l'incarcération d'un plus grand nombre de personnes pour des durées plus longues, et parce que le coût moyen par détenu par année a augmenté de plus de 20 000 \$ depuis 2006. La hausse des coûts s'explique par une augmentation des coûts de santé et de sécurité, en partie parce que les prisons sont surpeuplées. Ces sommes sont consacrées à une incarcération accrue, malgré le fait que le taux de criminalité a diminué. De fait, en 2010, le taux de criminalité était à son plus bas niveau depuis 1973.

Les Canadiens à faible revenu et les Canadiens autochtones sont les plus touchés par cette hausse des incarcérations, parce qu'ils risquent davantage d'être emprisonnés. La vaste majorité des détenus canadiens sont pauvres et un grand nombre d'entre eux ont été des chômeurs chroniques. De fait, 21 % des détenus n'ont jamais eu un emploi stable¹⁰. De nombreux détenus ont aussi une faible scolarité. Le taux d'incarcération des Canadiens autochtones est neuf fois plus élevé que celui des Canadiens non autochtones. Même s'ils ne représentent que 3 % de la population, ils constituent plus du quart de tous les détenus canadiens. Shawn Atleo, le chef national de l'Assemblée des Premières nations, a fait observer récemment qu'il y a plus de probabilité qu'un jeune Autochtone au Canada aille en prison qu'il termine ses études secondaires. Malgré cette triste réalité, le montant que le gouvernement fédéral consacre aux programmes autochtones ne représente que 2 % du budget des prisons¹¹.

L'incarcération transforme les détenus en un poids économique. Nous payons le prix de l'incarcération et de la probabilité accrue de pauvreté dans les familles des détenus et nous continuons aussi de payer lorsque les détenus sont libérés, parce que les ex-détenus ont plus de mal à trouver un emploi, qu'ils sont sans doute moins bien payés quand ils réussissent à en trouver un, et qu'ils risquent davantage de récidiver que ceux qui ont été condamnés à des peines de substitution.

⁸ Wellesley Institute, *Precarious Housing*, p. 78-79.

⁹ Jim Stanford, « How Corporate Tax Cuts Can Actually Destroy Jobs », blogue Relentlessly Progressive Economics, 27 janvier 2011.

¹⁰ Hugh Segal, « Tough on Poverty, Tough on Crime », *The Toronto Star*, 20 février 2011.

¹¹ Emile Therien, « The national shame of aboriginal incarceration », *The Globe and Mail*, 20 juillet 2011.

L'incarcération contribue également à propager le cycle de la pauvreté, qui rend les enfants des détenus plus susceptibles de grandir dans la pauvreté et de se retrouver eux-mêmes en prison un jour ou l'autre. En plus de ces coûts financiers, l'incarcération comporte aussi des coûts humains importants pour les détenus, les familles et les collectivités.

Au lieu d'investir des montants de plus en plus élevés pour emprisonner les gens, il vaudrait mieux investir dans les familles à faible revenu et les familles monoparentales des collectivités autochtones, ce qui réduirait les facteurs de risque de comportement criminel. Si le programme de lutte contre la criminalité était abandonné et que le budget des prisons était ramené à son niveau de 2006, nous pourrions investir 750 millions de dollars dans des programmes à l'intention des Canadiens autochtones et 750 millions de dollars dans une majoration du supplément de la prestation nationale pour enfants accordé aux parents à faible revenu (en interdisant aux provinces de récupérer cette hausse par une réduction des prestations d'aide sociale). À elle seule, l'augmentation du SPNE ferait probablement monter le PIB de 1,275 milliard de dollars, tout en créant plus de 14 000 emplois¹². Et 1,5 million de familles à faible revenu pourraient joindre les deux bouts plus facilement et acheter les aliments, les vêtements et les fournitures dont leurs enfants ont cruellement besoin.

Recommandation n° 2 : Le budget 2012 devrait abolir le programme de lutte contre la criminalité et investir ce 1,5 milliard de dollars dans les programmes à l'intention des Autochtones et dans une majoration du supplément de la prestation nationale pour enfants.

Afin que la reprise économique du Canada soit soutenue, notre économie doit être durable elle aussi. À l'heure actuelle, l'économie canadienne dépend fortement du pétrole et du gaz naturel, qui contribuent grandement à nos émissions de gaz à effet de serre. Le Canada a pris des engagements internationaux en vue de ramener ses émissions de GES à 6 % au-dessous du niveau de 1990, mais il est très loin de cet objectif. Malgré le besoin urgent de se tourner vers des combustibles et des technologies plus écologiques, le gouvernement fédéral accorde des subventions d'une valeur de plus de 1,4 milliard de dollars à l'industrie pétrolière et gazière¹³.

En revanche, investir dans les technologies vertes créerait beaucoup plus d'emplois tout en ayant des incidences positives sur l'environnement. Ainsi, une étude de la Loi sur l'énergie verte de l'Ontario a révélé que chaque million de dollars investi dans diverses technologies vertes crée, en moyenne, 8 emplois directs et 7,1 emplois indirects. L'Institut Pembina et la Fondation David Suzuki évaluent que les politiques visant à réduire les effets des changements climatiques pourraient créer jusqu'à 1 906 000 emplois supplémentaires au cours des dix prochaines années. D'après l'Institut Pembina, investir des deniers publics dans presque n'importe quel autre secteur de l'économie créerait plus d'emploi par dollar investi que des investissements dans l'extraction du pétrole et du gaz naturel¹⁴.

Évidemment, les hausses des prix de l'énergie découlant de la fin des subventions auraient les plus grandes répercussions sur les Canadiens démunis. Mais aux États-Unis, le Weatherization Assistance Program, qui aide les ménages à faible revenu à remettre leurs logements en état afin de les rendre plus écoénergétiques, a permis à ces familles de réaliser des économies moyennes de 437 \$ sur leur facture d'énergie, tout en créant 75 emplois directs et indirects par million de dollars investi¹⁵.

En réaffectant plus de 1,4 milliard de dollars qui sert actuellement à subventionner l'industrie pétrolière et gazière dans des technologies vertes afin de créer un programme d'énergie verte et de rénovations écologiques à

¹² Jim Stanford, « How Corporate Tax Cuts Can Actually Destroy Jobs », blogue Relentlessly Progressive Economics, 27 janvier 2011.

¹³ Réseau action climat Canada, « Subventions et allègements fiscaux pour les combustibles fossiles au Canada », www.climateactionnetwork.ca.

¹⁴ Clare Demerse, *Reducing Pollution, Creating Jobs*, Institut Pembina, mars 2011, p. 21, 25 et 32.

¹⁵ Weatherization Assistance Program Technical Assistance Centre, www.waptac.org.

l'intention des ménages à faible revenu, le gouvernement pourrait créer 67 500 nouveaux emplois, réduire les émissions de GES et permettre aux ménages à faible revenu de consacrer une part plus importante de leur revenu disponible à d'autres priorités que le chauffage.

Recommandation 3: Le budget 2012 devrait abolir les subventions à l'industrie pétrolière et gazière et investir ce 1,4 milliard de dollars dans des technologies vertes et des programmes de rénovations écologiques à l'intention des ménages à faible revenu.

En investissant dans le logement abordable pour tous les Canadiens, dans les programmes autochtones, dans une majoration du supplément de la prestation nationale pour enfants à l'intention des familles canadiennes à faible revenu, et dans les technologies vertes et les remises en état, le budget 2012 peut aider tous les Canadiens à participer à une économie dynamique et durable qui répond aux besoins de tous les Canadiens.